



COMMISSION EUROPÉENNE

DG Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances

Dialogue social, Droits sociaux, Conditions de travail, Adaptation au changement
Dialogue social, Relations industrielles

Bruxelles, le 9 juin 2010

COMPTE RENDU DE LA REUNION TENUE LE 15 MARS 2010 PAR LE GROUPE DE TRAVAIL DU COMITE DU DIALOGUE SOCIAL SECTORIEL POUR L'INDUSTRIE DU NETTOYAGE

Représentants de la Commission:

Dirk Hadrich DG EMPL, F1 (président)

Présents:

Rachel Owens (UE)	UNI-Europa
Michael Haim (AT)	OGB/VIDA
Dominique Fervaille (BE)	FGTB/CSC
Antonio Morona Vivas (ES)	UGT
Marina Tarrjo Gonzales (ES)	CCOO
Henriette Olofsen (DK)	3F
Jørgen Jørgensen (DK)	Service Forhandet
Jenniveera Tabell (FI)	PAM
Jonsson Torbjorn (SE)	Fastighets

Andreas Lill (UE)	EFCI/FENI
Irena Bartonova Palkova (CZ)	CAC
Norma Van den Berg (NL)	OSB
Manriar Hussain (UK)	CSSA
Steven De Clees (BE)	ABSU-UGBN
Wolfgang Krauss (A)	BIG
Johan Huldts (SE)	ALMEGA
Donatello Miccoli (IT)	FISE

Irene Wintermayr	EU-OSHA
Brenda O'Brien	EU-OSHA

Le point 5 de la proposition de projet d'ordre du jour de la réunion est remplacé par le thème de la «crise». Le point 3 (présentation de Brenda O'Brien) est placé au début de la réunion. Par manque de temps, les points 6 et 7 sont reportés à la prochaine réunion.

1. Publication du rapport «Protéger les nettoyeurs de locaux et de surfaces» et lancement de la campagne sur la maintenance (présentation de Brenda O'Brien, Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail)

Brenda O'Brien (EU-OSHA) présente le rapport «Protéger les nettoyeurs de locaux et de surfaces» de 2009 (annexe 1). Elle décrit les actions menées par les États membres et les entreprises, y compris les mesures très concrètes qui peuvent être prises. Elle signale que certaines erreurs pourraient être facilement évitées grâce à des messages simples.

Les partenaires sociaux accueillent favorablement le rapport, ils discutent d'investissements dans la formation et parlent de la concurrence, qui, en particulier durant la crise, s'exerce uniquement sur les prix.

Les syndicats belges attirent l'attention sur l'appel à propositions actuel de l'Office Infrastructure et Logistique – Bruxelles (OIB). Ils souhaitent rencontrer les responsables de l'OIB afin de renforcer plus efficacement les conditions de travail ainsi que la qualité du travail. Une rencontre avec l'OIB devrait, si possible, être organisée.

Brenda O'Brien (EU-OSHA) présente également la nouvelle campagne «Maintenance sûre» basée sur le réseau (annexe 2). Elle souligne que la maintenance peut contribuer à améliorer la sécurité sur le lieu de travail. L'événement de clôture de la campagne doit avoir lieu à Bilbao en novembre 2011.

Les partenaires sociaux examinent les moyens de contribuer à cette nouvelle campagne, les différents sous-types de harcèlement au travail et les possibilités de joindre les ministères nationaux du travail.

Ils estiment que la maintenance des élévateurs est très importante pour les nettoyeurs travaillant sur les façades de bâtiments. Les employeurs tchèques évoquent les structures en verre spéciales conçues par certains architectes, qui sont très dangereuses pour les nettoyeurs. Brenda O'Brien propose que ce point soit examiné avec le conseil des architectes.

2. Améliorer le dialogue social européen dans l'industrie du nettoyage: examen et renouvellement (projet financé par la Commission européenne)

UNI-Europa décrit le contexte du projet visant à relancer le dialogue social sectoriel au niveau européen (annexe 3). Elle mentionne le travail de qualité réalisé au cours de ces onze années et ajoute qu'il convient de définir de futures priorités. Afin de déterminer les sujets les plus utiles qui devront être traités ultérieurement, un questionnaire en anglais, français, allemand, espagnol et italien a été élaboré. Il devrait être envoyé aux membres dans la semaine qui suit; une série d'entretiens devrait avoir lieu ensuite. Les participants sont en outre informés que le premier groupe de travail sur le projet se réunira le 19 avril à Paris. Il rassemblera cinq participants de chaque partie (UNI-Europa et FENI) ainsi que l'expert extérieur.

Suivi: les membres répondront au questionnaire avant fin mars.

3. Le guide de la Commission européenne sur les aspects sociaux dans la passation des marchés publics

Dirk Hadrich (DG EMPL) fait état du travail accompli par la DG EMPL en vue de produire un guide sur les aspects sociaux dans la passation des marchés publics. Ce guide devrait être terminé dans les prochains mois, après d'ultimes consultations interservices. En outre, la DG EMPL lancera une étude visant à mieux calculer les coûts des services et à évaluer les coûts et les bénéfices des aspects sociaux dans la passation des marchés publics.

UNI-Europa et la FENI notent une légère amélioration en ce qui concerne la référence aux orientations des partenaires sociaux. Cependant, la formulation restera globalement problématique. UNI-Europa et la FENI demandent que l'agent responsable de la DG EMPL soit de nouveau invité afin qu'il présente le guide aux participants à l'occasion de la prochaine réunion.

Suivi: les partenaires sociaux suivront l'adoption du guide et envisageront de nouvelles initiatives. La DG EMPL invitera l'agent responsable à la prochaine réunion.

4. Présentation des meilleures pratiques dans la passation des marchés publics (membres suédois d'UNI-Europa)

L'Union suédoise des travailleurs dans le secteur de la maintenance des bâtiments rend compte de l'utilisation du guide des pratiques exemplaires en Suède et explique comment les Suédois perçoivent la qualité du travail (annexe 4). Il y aura six niveaux d'évaluation des services de nettoyage, qui seront appliqués par les grandes entreprises. Les travailleurs seront payés en fonction de leurs résultats et de la qualité du nettoyage. Les syndicats suédois ont essayé d'inclure le principe des pratiques exemplaires dans une norme contraignante, mais n'y sont pas parvenus.

Les partenaires sociaux discutent des possibilités de subordonner les rémunérations des services de nettoyage aux résultats et à la qualité et non au temps de travail.

5. La crise

Plusieurs pays font état de graves difficultés rencontrées durant la crise: les clients réduisent leurs frais, les prix du nettoyage diminuent, la qualité du nettoyage perd de son importance, le chômage s'accroît, un même travail est fréquemment moins bien rémunéré, l'industrie devient moins rentable, le nombre d'heures de travail diminue, les nettoyeurs sont soumis à une plus forte pression pour assumer une charge de travail plus importante dans un laps de temps identique ou réduit.

Les partenaires sociaux décident de poursuivre l'analyse des effets de la crise actuelle, en particulier dans le cadre du projet de mise en œuvre.

Suivi: les partenaires sociaux poursuivront l'analyse des effets de la crise.

6. Travail non déclaré

Ce point n'a pas été traité et est reporté à la prochaine réunion.

7. Formation professionnelle

Ce point n'a pas été traité et est reporté à la prochaine réunion.

8. Divers

PROCHAINES RÉUNIONS:

25 juin 2010 (GT)

15 octobre 2010 (plénière)